

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**AGCO FINANCE SAS**

Société par actions simplifiée au capital de 4 724 400 euros

Siège social : 2 rue Charles Tellier – 60000 Beauvais

388 432 023 RCS Beauvais

Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 30 septembre 2025

**I. — Bilan**  
(en milliers d'euros)

Actif	2024	2023
Caisse, banques centrales, C.C.P.		
Créances sur les établissements de crédit	49 404	38 456
Opérations avec la clientèle	1 099 470	971 347
Crédit-bail et location avec option d'achat	1 231 404	1 070 148
Location simple	8 234	8 070
Immobilisations incorporelles	30	9
Immobilisations corporelles	102	124
Autres actifs	295 895	318 120
Comptes de régularisation	9 144	51
<b>Total de l'actif</b>	<b>2 693 682</b>	<b>2 406 325</b>
Passif	2024	2023
Dettes envers les établissements de crédit	705	9 895
Opérations avec la clientèle	2 242 890	1 951 134
Autres passifs	287 348	304 296
Comptes de régularisation	39 992	23 221
Provisions	370	541
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	10 754	8 790
<b>Capitaux propres hors FRBG</b>	<b>111 623</b>	<b>108 448</b>
Capital souscrit	4 724	4 724
Réserves	474	474
Report à nouveau	103 250	88 110
Résultat de l'exercice	3 174	15 140
<b>Total du passif</b>	<b>2 693 682</b>	<b>2 406 325</b>
Hors bilan	2024	2023
<b>Engagements donnés</b>		
Engagements de financement	190 340	253 436
Engagements de garantie		
Engagements sur titres		
<b>Engagements reçus</b>		
Engagements de financement		
Engagements de garantie	59 647	77 355
Engagements sur titres		

**II. — COMPTE DE RESULTAT**  
(en milliers d'euros)

	2024	2023
+ Intérêts et produits assimilés	47 532	33 450
- Intérêts et charges assimilées	43 711	20 611
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	571 925	489 126
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	559 757	465 321
+ Produits sur opérat. de location simple	5 115	3 498
- Charges sur opérations de location simple	3 391	5 042
+ Commissions (produits)	0	
- Commissions (charges)	10	21
+ Autres produits d'exploitation bancaire	2 807	3 512
- Autres charges d'exploitation bancaire	416	279
<b>Produit net bancaire</b>	<b>20 094</b>	<b>38 312</b>
- Charges générales d'exploitation	15 489	16 225
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immo. incorp. et corp.	53	58
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>4 552</b>	<b>22 029</b>
+/- Coût du risque	2 023	-373
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>6 574</b>	<b>21 656</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>6 574</b>	<b>21 656</b>

+/- Résultat exceptionnel	-290	-55
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	-1 964	-521
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>4 321</b>	<b>21 080</b>
Impôts sur les bénéfices	1 147	5 940
<b>Résultat net</b>	<b>3 174</b>	<b>15 140</b>

**III. — Annexe aux comptes sociaux - Exercice clos le 31 décembre 2024  
(Exprimé en milliers d'euros avec chiffres comparatifs pour 2023)**

**Affiliation de la société et présentation de l'activité**

AGCO FINANCE S.A.S., société de financement, au capital de 4.724.400€, est issue de l'association entre AGCO Distribution S.A.S. (49%) et De Lage Landen Europe Participations BV (51%).

Selon les statuts, AGCO FINANCE S.A.S. peut effectuer les opérations suivantes :

- Crédit à court et moyen terme,
- Crédit-bail mobilier et à titre accessoire crédit-bail immobilier,
- Location simple, location financière et location longue durée,
- Achat et vente à terme différé,
- Financement de stocks.

Les opérations actuelles sont :

- Crédit à court et moyen terme,
- Crédit-bail mobilier,
- Location simple, location financière et location longue durée,
- Financement de stocks.

**Note 1 : Principes et méthodes comptables**

**A - Présentation des états financiers**

Les comptes annuels de la société AGCO FINANCE S.A.S. sont établis conformément aux dispositions de la législation française et aux pratiques comptables généralement admises en France applicables aux établissements de crédit. Ils sont notamment conformes, dans leur publication, aux états publiables définis par le règlement ANC 2014-07 du 27 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

**B - Commissions**

Le règlement n°2009-03 du 3 décembre 2009 abrogé et repris dans le règlement 2014-07 de l'autorité des normes comptables, s'applique à la société AGCO FINANCE S.A.S.

Comme précisé dans le règlement, entrent dans le champ d'application du présent règlement les commissions reçues ainsi que les coûts marginaux de transaction supportés à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours. Le règlement concerne également la comptabilisation des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction liés aux opérations de crédit-bail ou à toute opération de location assortie d'une option d'achat.

La société a retenu comme principe de comptabilisation la méthode alternative. Les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction sont étalés sur la durée de vie effective du contrat de crédit-bail ou du contrat de prêt de manière linéaire.

En application du règlement, les coûts marginaux refacturés sont exclus du mécanisme d'étalement.

Les différents types de commissions perçues et versées sont les suivantes :

- Les frais d'activation ;

**C - Biens donnés en location**

Conformément à l'annexe II de l'instruction de la Commission Bancaire n°90-01 du 1<sup>er</sup> avril 1990, AGCO FINANCE S.A.S. inscrit à l'actif de son bilan social les immobilisations dont elle est propriétaire et qu'elle donne en location.

Les dispositions concernant les règlements CRC 2002-10 relatifs à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, et le règlement CRC 2004-06 abrogés et repris dans le règlement 2014-07 de l'ANC relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs sont entrées en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Toutefois, pour les sociétés réalisant des opérations de crédit-bail ou de location avec option d'achat et assimilées, les règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06 mentionnés ci-dessus ont été exclus du champ d'application.

Ces immobilisations font l'objet de dotations aux amortissements calculées selon les règles comptables et fiscales de droit commun pour la détermination du résultat social.

L'amortissement qui concourt à la valeur nette comptable des immobilisations est calculé, matériel par matériel, en fonction de leur durée normale d'utilisation.

Les amortissements sont calculés selon la méthode dégressive.

**D - Réserve latente**

La réserve latente positive, avant impact de la fiscalité, est égale à la différence entre l'encours financier des matériels et leur valeur nette comptable. Elle s'élève à 295 389 K€ au 31/12/2024 contre 246 213 K€ fin 2023.

**E - Créances**

Le montant des créances douteuses s'élève à 15 104 K€ au 31/12/2024 dont 4 345 K€ classées en créances douteuses compromises.

Les créances et crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

Les dépréciations sont constituées en fonction des risques et calculées individuellement.

Le solde des créances irrécouvrables passées en perte et profit a dégagé un solde positif de 33K€

**E.1 - Encours sains**

Il s'agit des encours non porteurs de risque de crédit avéré y compris les encours restructurés avec un classement dans une sous-catégorie pour les encours restructurés à des conditions hors marché.

**E.2 - Encours douteux**

La comptabilisation des encours en créances douteuses s'effectue en application du règlement n°2014-07 du comité de l'Autorité des Normes Comptables relatifs au traitement comptable du risque de crédit.

Il s'agit des encours pour lesquels sont constatés :

- Des impayés de plus de 3 mois pour l'équipement.
- Une situation financière dégradée même en l'absence d'impayé.
- Une procédure contentieuse.

Les intérêts sur encours douteux sont comptabilisés conformément aux termes du contrat.

**E.3 - Encours douteux compromis**

Il s'agit des encours pour lesquels :

- La déchéance du terme ou la résiliation du contrat a été prononcée.
- La dépréciation est obligatoire compte tenu du caractère irrécouvrable de la créance.
- Un passage en perte est envisageable.

Par ailleurs, sont classés en encours douteux compromis :

- Les encours douteux qui après un retour en encours sain ne respectent pas les nouvelles échéances fixées et présentent un risque élevé de perte.
- Les encours restructurés présentant de nouvelles défaillances et un risque élevé de perte.

Les intérêts sur encours douteux compromis ne sont pas comptabilisés.

**E.4 – Dépréciations sur créances**

Une revue mensuelle des risques avérés est effectuée par le département contentieux afin de déterminer :

- Le reclassement en encours sain dans le cas d'une reprise régulière des paiements pendant une période significative ou d'un retour à une situation financière saine n'entraînant plus un risque de non-recouvrement.
- Le maintien en encours douteux si la situation de la contrepartie est identique à celle ayant entraîné le classement en encours douteux.
- Le déclassement en douteux compromis lorsque le caractère irrécouvrable de la créance est confirmé.

Cette revue est aussi l'occasion d'ajuster le niveau des dépréciations en fonction de l'encours des clients : les contreparties cumulant des encours inférieurs à 500,000 euros font l'objet d'une évaluation statistique évolutive en concordance avec la méthode du groupe, et pour celles supérieures à 500,000 euros, d'une estimation, dossier par dossier, des chances de récupération du matériel compte tenu de la situation et des perspectives de la contrepartie, de la valeur estimée des garanties, de l'état des procédures en cours et de la valorisation de l'actif.

La dépréciation vient en déduction des encours correspondants, elle ne peut être inférieure aux intérêts enregistrés et non encaissés.

**F - Provisions**

Les provisions sont établies et présentées conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

**G - Emprunts et dettes avec les établissements de crédit et la clientèle**

Les dettes et emprunts envers les établissements de crédit et auprès de la clientèle financière sont présentés selon leur nature et selon leur durée initiale. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées auprès de la clientèle financière.

**Note 2 : Commentaires sur les comptes au 31 décembre 2023****A - Commentaires sur le bilan (Actif)****A1 - Créances sur établissements de crédit et sur la clientèle (en K€)**

Nature	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total 2024	Total 2023
Caisse, Banque Centrale, C.C.P.	0	0	0	0	0	0	0	0
Compte ordinaire débiteur	15 284	0	0	0	0	0	15 284	7 802
Créances rattachées sur opérations de trésorerie	0	0	0	0	0	0	0	0
Valeurs non imputées	34 120	0	0	0	0	0	34 120	30 654
Prêts avec la clientèle financière	0	14 000	0	20 500	25 147	0	59 647	77 355
Crédit à l'équipement durée<1 an	92 066	149 105	115 306	12 662	0	0	369 139	408 908
Crédit à l'équipement durée>1 an	16 459	23 511	76 680	84 472	388 213	71 831	661 166	481 275
Créances rattachées sur opérations avec la clientèle	6 253	26	0	0	0	0	6 279	1 224
Créances douteuses brutes	155	203	401	886	4 184	736	6 565	4 524
Dépréciation sur créances douteuses							-3 327	-1 938
<b>TOTAL A1</b>	<b>164 337</b>	<b>186 844</b>	<b>192 387</b>	<b>118 520</b>	<b>417 544</b>	<b>72 567</b>	<b>1 148 873</b>	<b>1 004 055</b>

Les prêts à l'équipement accordés au cours de l'exercice s'élèvent à 6 402 123 K€, les remboursements obtenus sont de 6 515 294 K€.

**A2 - Crédit-bail et location avec option d'achat, location simple (en K€)**

Les matériels neufs financés en crédit-bail ou location sont de marque Massey Ferguson, Fendt, Valtra ou des matériels non concurrentiels aux marques. Ils sont amortis selon le mode dégressif.

L'amortissement pratiqué à la clôture d'un exercice est égal à l'amortissement linéaire cumulé, augmenté d'un complément d'amortissement compris entre le minimum linéaire et le maximum dégressif.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, les taux d'amortissement retenus sont les suivants :

- Tracteurs 15%

Le coefficient appliqué aux biens ci-dessus est de 2.25.

Les biens d'occasion sont amortis en linéaire sur 4 ans.

Valeurs brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Crédit-bail et location avec option d'achat	2 206 763	709 588	335 570	2 580 781
Location simple	15 058	4 886	3 983	15 961
<b>TOTAL</b>	<b>2 221 821</b>	<b>714 474</b>	<b>339 553</b>	<b>2 596 742</b>

Amortissements	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Crédit-bail et location avec option d'achat	1 152 832	476 006	257 711	1 371 127
Location simple	7 068	3 391	2 507	7 952
<b>TOTAL</b>	<b>1 159 890</b>	<b>479 396</b>	<b>260 218</b>	<b>1 379 069</b>

Valeurs nettes des immobilisations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Crédit-bail et location avec option d'achat	875 066	233 583	77 859	1 030 789
Location simple	7 470	1 495	1 476	7 489
<b>TOTAL</b>	<b>882 536</b>	<b>235 078</b>	<b>79 336</b>	<b>1 038 279</b>

	2024	2023
Créances rattachées sur opérations de crédit-bail et location	25 495	6 881
Créances douteuses nettes	-3 521	9 416
<b>TOTAL A2</b>	<b>1 239 648</b>	<b>1 078 219</b>

**A2 Bis - Tableau de variations des dépréciations inscrites à l'actif du bilan (en K€)**

Nature	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Dépréciation sur créances à la clientèle	1 939	2994	1606	3 328
Dépréciation sur concours crédit-bail	8 547	8314	11 065	5 797
Dépréciation sur comptes clients	10 486	11 309	12 670	9 124

**A3 - Immobilisations incorporelles et corporelles (en K€)**

Types d'immobilisations	Durée
Logiciel	1 an
Installations – Agencements	10 ans

Matériel de bureau	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	4 ans
Matériel de transport	4 ans

Les immobilisations propres s'amortissent selon un mode linéaire.

Valeurs brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisation incorporelle	0	0	0	0
Logiciels	198	31	0	229
Agencements installations	25	0	0	25
Matériel de transport	0			0
Matériel de bureau	12			12
Mobilier de bureau	49	0	0	49
Matériel informatique	367	21	0	388
<b>TOTAL VALEURS BRUTES</b>	<b>652</b>	<b>52</b>	<b>0</b>	<b>703</b>

Amortissements	A la clôture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Logiciels	189	10	0	199
Agencements installations	2	2	0	4
Matériel de bureau	12	0	0	12
Mobilier de bureau	45	3	0	48
Matériel informatique	270	39	0	309
<b>TOTAL AMORTISSEMENTS</b>	<b>519</b>	<b>53</b>	<b>0</b>	<b>571</b>
<b>VALEURS NETTES COMPTABLES</b>	<b>133</b>	<b>-1</b>	<b>0</b>	<b>132</b>

#### A4 - Autres actifs (en K€)

	2024	2023
- Personnel et comptes rattachés	11	13
- Autres créances diverses	220 842	330 546
- Taxes	72 637	18
- Interco	2 405	0
<b>TOTAL</b>	<b>295 895</b>	<b>330 577</b>

Le poste "autres actifs" se compose de créances à moins d'un an :

Le montant des autres créances diverses est principalement composé de comptes d'attente sur prêts (prêts en instance de réalisation).

Le poste taxe est en hausse à la fin de l'année 2024 car les crédits de TVA de juin à décembre, nous ont été remboursés en avril 2025.

#### A5 - Compte de régularisation (en K€)

	2024	2023
- Autres régularisations	9 144	51
<b>TOTAL</b>	<b>9 144</b>	<b>51</b>

### B - Commentaires sur le bilan (Passif)

#### B1 - Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (en K€)

Nature	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total 2024	Total 2023
Solde créditeur de banque	705						705	9 895
<b>Total : Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>	<b>705</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>705</b>	<b>9 895</b>

#### B1 bis - Emprunts auprès de la clientèle financière (en K€)

Nature	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total 2024	Total 2023
Emprunts auprès de la clientèle financière	118 090	126 707	153 907	257 102	1 316 842	269 385	2 242 034	1 950 401
Intérêts courus	856						856	733
<b>Total : Emprunts auprès de la clientèle financière</b>	<b>118 946</b>	<b>126 707</b>	<b>153 907</b>	<b>257 102</b>	<b>1 316 842</b>	<b>269 385</b>	<b>2 242 890</b>	<b>1 951 134</b>

Les emprunts ont été souscrits pour 1 349 218 K€ au cours de l'exercice et remboursés pour 872 980 K€ pour la même période.

Le poste emprunts auprès de la clientèle financière correspond aux emprunts conclus avec la société De Lage Landen Ireland Co, centrale de trésorerie du groupe, ce poste est en hausse par rapport à l'année passée.

B2 - Autres passifs et compte de régularisation (en K€)

	A moins d'un an	
	2024	2023
Fournisseurs et comptes rattachés	2 014	10 950
Personnel et compte rattachés	1 878	2 719
Sécurité sociale et autres organismes	303	335
Impôts sur les bénéfices	1 147	0
Taxe sur la valeur ajoutée	58 657	17 480
Autres impôts et taxes	27	26
Dettes sur immobilisations	0	24 626
Produits constatés d'avance	36 477	5 305
Autres créditeurs divers	226 839	275 144
<b>TOTAL B2</b>	<b>327 340</b>	<b>336 584</b>

Le poste compte de régularisation est principalement formé des produits constatés d’avance qui correspondent au prorata des loyers imputables sur l’exercice suivant. Le poste taxe sur la valeur ajoutée est en forte hausse, en lien avec l’augmentation des facturations sur décembre 2024. Les autres créditeurs divers s’expliquent principalement par l’activation des contrats de crédits classiques en attente.

B3 - Fonds pour risques bancaires généraux (en K€)

Le fonds pour risques bancaires généraux est calculé par application d'un pourcentage sur l'encours financier.

Nature	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
F.R.B.G.	8 790	1964	0	10 754

B4 - Provisions (en K€)

Nature	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions pour risques	541		171	370

Les provisions pour risques hors activités d’intermédiation ont diminué de 171 K€ en 2024.

B5 - Capitaux propres (en K€)

Le capital social est composé de 3 10.000 parts de 15.24€ chacune.  
La variation des capitaux propres s'analyse comme suit :

	A l'ouverture	Affectation		Résultat 2024	A la clôture
		Résultat 2023	Distribution		
Capital social	4 724				4 724
Réserves	474				474
Report à nouveau	88 110	15 140			103 250
Résultat	15 140	-15 140		3 174	3 174
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>108 448</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 174</b>	<b>111 622</b>

La projection d’affectation du résultat de l’année 2023 sera imputée, comme les années précédentes, en report à nouveau.

B6 - Eléments concernant les entreprises liées (en K€)

Rubriques	Montant total concernant les entreprises liées	DE LAGE LANDEN LEASING S.A.S. France	DE LAGE LANDEN Hollande	DE LAGE LANDEN Irlande	AGCO S.A.	AGCO DISTRIBUTION SAS France
Dettes auprès de la clientèle financière	2 239 438			2 239 438		
Autres dettes	1 155	6	293	856		0
Créances	60 547			59 673	874	

C - Commentaires sur le hors bilan (en K€)

Nature	A l'ouverture	A la clôture
Engagements de financement donnés	253 436	190 340
Engagements de garantie reçus	77 355	59 647

**Engagements de financement donnés :**  
Ce montant de 190 340 K€ correspond aux engagements de financement en faveur de la clientèle.

**Engagements de garanties reçues :**

Ce montant de 59 647 K€ correspond à la garantie de De Lage Landen International BV au titre du remplacement des fonds propres d'AGCO FINANCE S.A.S. auprès de De Lage Landen Ireland. Cette garantie permet à AGCO FINANCE S.A.S. de mobiliser tout ou partie de ses fonds propres remplacés à De Lage Landen International BV.

**D - Commentaires sur le compte de résultat****D1 - Produit Net Bancaire (en K€)**

Produits d'intérêt	2024	2023
- Opérations avec les établissements de crédit	185	146
- Opérations avec la clientèle	47 347	33 304
- Opérations sur obligations ou autres titres à revenu fixe	0	0
- Autres opérations	0	0
Charges d'intérêt	2024	2023
- Opérations avec les établissements de crédit	70	0
- Opérations avec la clientèle	43 641	20 611
- Opérations sur obligations ou autres titres à revenu fixe	0	0
- Autres opérations	0	0
Produits sur opérations de crédit bail et de location simple	2024	2023
Crédit-bail (1)	571 925	484 415
Location	5 115	3 498
<i>(1) Y compris dotations et reprises aux provision sur créances douteuses</i>		
Charges sur opérations de crédit bail et de location simple	2024	2023
Crédit-bail	559 757	454 648
Location	3 391	4 701
Commissions	2024	2023
Produits de commissions	0	0
Charges de commissions	10	21
Gain sur portefeuille de placement et assimilés	0	0
Pertes sur opérations de négociation	0	0
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	2024	2023
Autres produits (1)	2 807	4 350
Autres charges	416	30
<b>Produit net bancaire</b>	<b>20 094</b>	<b>45 700</b>
<i>(1) Ce poste est composé des facturations concernant l'Assurance Décès Invalidité et les frais de dossiers.</i>		

Le produit net bancaire a diminué de 47 % en 2024 par rapport à 2023 pour atteindre un montant de 20 094 K€ contre 38 311 K€ en 2023.

**D2 - Charges générales d'exploitation (en K€)**

Charges de personnel	2024	2023
- Salaires et traitements (1)	5 133	4 929
- Charges sociales	2 078	2 899
<i>(1) dont participation des salariés</i>	0	701
<b>Autres frais administratifs</b>		
- Impôts et taxes	1 048	1 202
- Services extérieurs (1)	7 230	6 571
Charges générales d'exploitation	15 489	15 600
<i>(1) dont honoraires des Commissaires aux comptes</i>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
<i>Commissariat aux comptes, Certification, Examen des comptes individuels</i>		
PWC	123	82
RSM	26	16
Travaux complémentaires		
PWC		15
Services Autres que la Certification des Comptes ("SACC")		
PWC		0
RSM	1	0
KPMG	60	
<b>TOTAL (HT)</b>	<b>210,0</b>	<b>112,5</b>



<b>D3 - Amortissements</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	53	58
<b>D4 - Coût du risque</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Coût du risque*	-2 023	373
	-2 023	373
<i>*Détail coût du risque</i>		
<i>Dotations aux provisions sur créances douteuses</i>	5 619	2 102
<i>Reprises de provisions sur créances douteuses</i>	-7 642	-1 729
<i>Passage en perte ou profit sur créances irrécouvrables</i>	0	0
<b>Total</b>	<b>-2 023</b>	<b>373</b>
<b>D5 - Fonds pour risques bancaires généraux</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Dotations au fonds pour risques bancaires généraux	1 964	521
	1 964	521
<b>D6 - Charges exceptionnelles</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Charges exceptionnelles	290	55
	290	55
<b>D7 - Produits exceptionnels</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Produits exceptionnels	0	0
	0	0

Les charges exceptionnelles sont principalement composées de corrections de fin de contrats sur l'ensemble du portefeuille (2 28 K€) et de frais de contentieux (59K€)

<b>D8 - Impôts sur les bénéfices</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Impôt sur les bénéfices	1 147	4 687
	1 147	4 687

#### **E - Autres informations**

##### **E1 - Effectif**

L'effectif moyen d'AGCOFINANCES S.A.S. est de 77 en 2024.

##### **E2 - Rémunération des dirigeants**

Cette information n'est pas produite car sa mention conduirait à indiquer indirectement une rémunération individuelle.

##### **E3 - Fiscalité**

AGCO FINANCE S.A.S. a opté pour le régime de l'impôt sur les sociétés.

##### **E4 - Provision sur engagements de retraite**

La provision sur engagement de retraite est de 285 K€ au 31 décembre 2024.  
Elle a été constituée à compter de l'exercice 2005.

Le provisionnement des engagements de retraite est calculé par personne en tenant compte de :

Pour chaque individu : date de naissance / date d'entrée dans la société / date de début de cotisation / probabilité de décès / rémunération / durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein = 172 trimestres.

Pour la société : taux de rotation des effectifs / taux de croissance annuel des salaires / taux d'indemnité.

##### **E5 - Evénements post clôture**

A la date d'arrêté des comptes par le président des états financiers 2024 de la Société, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

#### **IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

##### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AGCO FINANCE SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Règles et principes comptables**

La note 1.C et 1.D Principes, règles et méthodes comptables de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation aux biens donnés en location.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables survis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables présentées ci-dessus et des informations fournies dans les notes annexes et nous sommes assurés de leur correcte application.

**Estimations comptables**

La société constitue des dépréciations de ses créances clients selon les modalités décrites dans la note 1.E de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société, décrite dans la note 1.E de l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier l'application de cette approche.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire. L'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et

met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque que de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 22 septembre 2025

Les commissaires aux comptes :

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
Nicolas JOLIVET

**RSM PARIS**  
Sébastien MARTINEAU

## **V. — Rapport de gestion**

Le **rapport de gestion** est tenu à la disposition du public au siège social de la société.